

Document

Une nouvelle fraude financière aux Etats-Unis qui se compte en milliard (18.02)

AFP – 17.02.

Les autorités boursières américaines ont révélé mardi une nouvelle affaire de fraude portant sur 9,2 milliards de dollars qui implique un grand nom de la finance au Texas, deux mois après les aveux du New-Yorkais Bernard Madoff, accusé d'une escroquerie de 50 milliards.

Robert Allen Stanford a vu ses actifs gelés, ainsi que ceux de trois de ses sociétés.

L'une d'elles, la Stanford international bank (SIB), basée à Antigua, aurait vendu, selon le gendarme américain de la Bourse (SEC), pour huit milliards de dollars de certificats de dépôts, en promettant aux investisseurs des rendements élevés d'un niveau "invraisemblable".

Une autre, la Stanford Group Company (SGC), serait au centre d'une fraude liée à la vente pour 1,2 milliard de dollars de parts d'un fonds commun de placement dont les performances avaient été falsifiées.

La SEC n'évoque pas directement une fraude pyramidale dans laquelle les premiers investisseurs sont rémunérés grâce aux apports des investisseurs les plus récents, mais ce nouveau scandale rappelle tous les "mini-Madoff" révélés depuis l'arrestation en décembre de Bernard Madoff.

Ce dernier est accusé d'une fraude pyramidale portant sur 50 milliards de dollars.

Début février, un financier qui avait alerté les autorités sur le cas Madoff dès 2000, Harry Markopolos, avait révélé qu'il était sur le point d'alerter la SEC sur une autre fraude se chiffrant au moins à un milliard de dollars, sans citer de nom.

La responsable du bureau de la SEC à Fort-Worth (Texas), Rose Romero, a indiqué de son côté qu'un juge fédéral avait placé mardi la maison-mère Stanford Financial Group sous tutelle judiciaire.

"Nous évoquons une fraude présumée d'une magnitude choquante, qui a étendu ses tentacules à travers le monde", a-t-elle souligné.

"M. Stanford et un petit cercle d'amis et de membres de sa famille avec qui il gérait ses affaires ont commis une fraude massive fondée sur des fausses promesses et des données falsifiées pour exploiter des investisseurs", a déclaré la directrice des services de police de la SEC.

La SEC, qui a inculpé M. Stanford et deux de ses collaborateurs, avait obtenu dès lundi du juge Reed O'Connor diverses mesures contraignantes à son encontre, envers la SIB, la SGC et Stanford Capital Management.

Le Wall Street Journal s'était fait l'écho ces derniers jours des démarches à Antigua de plusieurs clients de la SIB pour récupérer leurs fonds, sans succès: ils se heurtaient à des employés leur indiquant qu'il faudrait attendre plusieurs jours pour effectuer les procédures nécessaires.

La SIB revendiquait en juin 8 milliards de dollars d'actifs, ainsi qu'une clientèle et une gamme de produits financiers "très exclusives". Elle avait annoncé, "faussement" selon la SEC, qu'elle n'était exposée "ni directement ni indirectement" à la fraude Madoff afin de calmer l'inquiétude de ses investisseurs.

La maison-mère Stanford Financial Group, dont les origines remontent à 1932, revendique des clients dans 140 pays, et des actifs sous gestion de 50 milliards de dollars

M. Stanford, qui se fait appeler "Sir Allen", à la suite de son anoblissement à Antigua et Barbuda, dont il a acquis la nationalité, siégeait à la tête du comité d'investissement de la SIB avec son père, ainsi qu'avec un gestionnaire de bétail et vendeur de voitures du fief familial de Mexia (Texas).